



| QUESTIONS AND ANSWERS SERIES – 001 | SÉRIE DE QUESTIONS ET RÉPONSES – 001 |
|--|--|
| <p>Q1. In respect to 1. Mandatory Technical Criteria on Page 17 of 58. Section 1.2 Table item M3 has a requirement for a Waste Nuclear Substance License. The scope of work being asked to perform a characterization and an associated plan for next possible steps in a future RFP as mentioned in this documentation set.</p> <p>A. Is the requirement for a Waste Nuclear Substance License to show confidence in the proponents ability or is it a requirement to umbrella/execute the RFP work at MMA?</p> <p>B. If it is a requirement to license the work onsite, who currently has a Waste Nuclear Substance License with MMA named on it? Will a license application after award of RFP be acceptable to execute the work?</p> <p>C. It is assumed CNSC is providing security to the facility in accordance to the amount of U-235 onsite, can that be confirmed?</p> <p><i>A1A. Both.</i></p> <p><i>A1B. The Waste Nuclear Substance Licence (WNSL) that was held by MMA has expired. With respect to the second part of the question, please see section 6.2, page 27 of 58 of the RFP.</i></p> <p><i>A1C. Currently, the nuclear substances are contained within locked trailers. There is an onsite security person 24/7. This enhanced onsite presence was implemented a number of months ago as a result of break ins on site. A similar level of security is expected to be in place by the winning bidder when they are undertaking on site activities related to the execution of the work (see section 6 in the Statement of Work).</i></p> <p>Q2. With respect to 1. Mandatory Technical Criteria on Page 17 of 58: does the primary contractor need to hold the Waste Nuclear Substance License or can a subcontractor to primary contractor hold the Waste Nuclear</p> | <p>Q1. En ce qui concerne 1. Critères techniques obligatoires à la page 18 de 58. L'article M3 du tableau dans la section 1.2 précise une exigence pour un permis de déchets de substances nucléaires. L'étendue des travaux demandés pour effectuer une caractérisation et un plan associé pour les prochaines étapes possibles dans un futur appel d'offres, comme mentionné dans cet ensemble de documentation.</p> <p>A. L'exigence d'un permis de déchets de substances nucléaires est-ce qu'elle est de faire preuve de confiance dans la capacité des soumissionnaires ou est-ce une exigence de superviser/d'exécuter le travail décrit dans la demande de propositions à MMA ?</p> <p>B. S'il est obligatoire d'autoriser les travaux sur place, qui détient actuellement un permis de déchets de substances nucléaires avec MMA t nommé dessus? Une demande de licence après l'attribution de la DP sera-t-elle acceptable pour exécuter les travaux ?</p> <p>C. On suppose que la CCSN assure la sécurité de l'installation conformément à la quantité d'U-235 sur place, est-ce que cela peut être confirmé?</p> <p><i>R1A. Les deux.</i></p> <p><i>R1B. Le permis de déchets de substances nucléaires (PDSN) détenue par MMA a expiré. En ce qui concerne la deuxième partie de la question, veuillez consulter la section 6.2, page 27 de 58 de la DP.</i></p> <p><i>R1C. Actuellement, les substances nucléaires sont contenues dans des remorques verrouillées. Il y a un agent de sécurité sur place 24h/24 et 7j/7. Cette présence renforcée sur place a été mise en place il y a quelques mois suite à des cambriolages sur place. Un niveau de sécurité similaire devrait être mis en place par le soumissionnaire retenu lorsqu'il entreprend sur le site des activités liées à l'exécution des travaux (voir la section 6 de l'énoncé des travaux).</i></p> <p>Q2. En ce qui concerne 1. Critères techniques obligatoires à la page 18 de 58 : l'entrepreneur principal doit-il détenir le permis de déchets de substances nucléaires ou est-ce qu'un sous-traitant de l'entrepreneur principal peut détenir le</p> |



| | |
|---|---|
| <p>Substance License?</p> <p><i>A2. This Mandatory Criterion makes reference to holding a WNSL and having programs in place (various) that meet CNSC and other requirements by the bid solicitation closing date. For the purposes of doing the work, as indicated in section 6.2, a WNSL/amended WNSL will be needed from the CNSC to be issued by a Designated Officer (DO). It is anticipated that the DO will make this decision largely based on the winning bidder's proposal documentation. A non-licensed entity (e.g., contractor) could undertake work captured under a WNSL, however, it would be the licensee's programs, etc. in place for which the work would be executed under, with the licensee being responsible for all conditions, etc. stipulated in their WNSL.</i></p> <p>Q3. Can a site visit be arranged by CNSC for all proponents in order to have equal access to the facility in order to develop a detailed plan to efficiently undertake the work? E.g. we are contemplating leveraging onsite building in order to efficiently expedite characterization and require to have first hand walk through to understand the state of facility and access to utilities for instrumentation.</p> <p><i>A3. A site visit can be arranged. We will communicate that date shortly to all interested parties through an amendment to the RFP. Note that the CNSC does not have access to the building on site. In addition, we would like to draw your attention to section 6 of the Statement of Work which indicates: "For bidding purposes, the contractor shall assume that it is managing the security of the nuclear substances when on site and providing its own means of access to power, water, washroom facilities and other needed amenities."</i></p> <p>Q4. Can a three week extension be granted for proponents to Request for Proposal / Demande de proposition : 5000065263/A in order to plan to response that will be provided for inclusion into a bid?</p> <p><i>A4. The RFP closing date will be extended by 3 weeks to October 6 through an amendment to the RFP.</i></p> | <p>permis déchets de substances nucléaires ?</p> <p><i>R2. Ce critère obligatoire fait référence à la tenue d'un PDSN et à la mise en place de programmes (divers) qui satisfont aux exigences de la CCSN et à d'autres exigences d'ici la date de clôture de la demande de soumissions. Aux fins de l'exécution des travaux, tel qu'indiqué à la section 6.2, un PDSN/PDSN modifié sera requis de la CCSN et délivré par un agent désigné (AD). Il est prévu que l'AD prendra cette décision en grande partie sur la base de la documentation de la proposition du soumissionnaire retenu. Une entité non autorisée (par exemple, un entrepreneur) pourrait entreprendre des travaux capturés dans le cadre d'un PDSN, cependant, ce seraient les programmes du titulaire de permis, etc. en place pour lesquels le travail serait exécuté, avec le titulaire de permis étant responsable de toutes les conditions, etc. stipulé dans leur PDSN.</i></p> <p>Q3. Une visite du site peut-elle être organisée par la CCSN pour tous les soumissionnaires potentiels afin d'avoir un accès égal à l'installation et élaborer un plan détaillé pour entreprendre efficacement les travaux ? Par exemple, nous envisageons de tirer parti de la construction sur site afin d'accélérer efficacement la caractérisation et nous avons besoin d'une visite des lieux pour comprendre l'état de l'installation et l'accès aux services publics pour l'instrumentation.</p> <p><i>R3. Une visite du site peut être organisée. Nous communiquerons cette date sous peu à toutes les parties intéressées par le biais d'un amendement à la DP. Notez que la CCSN n'a pas accès au bâtiment sur place. De plus, nous aimerions attirer votre attention sur l'article 6 de l'Énoncé des travaux qui indique : « Aux fins de la soumission, l'entrepreneur doit présumer qu'il est responsable d'assurer la sécurité des substances nucléaires lorsqu'il est sur place et de fournir l'accès à l'électricité, à l'eau, aux toilettes et aux autres commodités nécessaires. »</i></p> <p>Q4. Une prolongation de trois semaines peut-elle être accordée aux soumissionnaires à Request for Proposal / Demande de proposition : 5000065263/A afin de planifier la réponse qui sera fournie pour inclusion dans une soumission ?</p> <p><i>A4. La date de clôture de la DP sera prolongée de 3 semaines jusqu'au 6 octobre par le biais d'un amendement à la DP.</i></p> |
|---|---|